

Art. 2. § 1er. Le coefficient K est déterminé par la formule :

$$K = 0,50 \left( \frac{s}{S} + \frac{i}{I} \right)$$

Dans ce terme :

- S = l'indice en vigueur au 1er janvier 1973, soit 150,734;
- s = l'indice en vigueur au 1er janvier de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré;
- I = l'indice se rapportant au 1er janvier 1973, soit 1 201;
- i = l'indice du mois de janvier de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré.

§ 2. a) Les valeurs données aux indices du terme  $\frac{s}{S}$  ont été

établies conformément au règlement sur la révision des prix des marchés des travaux de construction adopté par le Ministre des Travaux publics, soit en tenant compte du salaire moyen formé par la moyenne des salaires des ouvriers qualifiés, spécialisés et manoeuvres appartenant à la catégorie A, tels que ces salaires ont été fixés pour la zone I par la Commission paritaire nationale de la construction et tels qu'ils ont été majorés du pourcentage global des charges sociales et assurances.

b) Les valeurs données aux indices du terme  $\frac{i}{I}$  sont basées sur l'indice mensuel calculé par le Ministère des Affaires économiques sur la base d'une consommation annuelle des principaux matériaux et matières premières par l'industrie de la construction sur le marché intérieur.

§ 3. La somme des fractions

$$\frac{s}{S} + \frac{i}{I}$$

est convertie en un nombre comprenant au maximum 4 décimales dont la quatrième est majorée de 1 si la cinquième est égale ou supérieure à 5.

Le coefficient K est également arrêté à la quatrième décimale, laquelle est majorée de 1 si la cinquième est égale à 5.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1975.

Art. 4. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

M. TROMONT

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

F. 83 — 827

29 MARS 1983. — Arrêté royal portant des dispositions administratives et pécuniaires en faveur de certains agents de la Société nationale du Logement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifiée par les arrêtés royaux n° 4 du 18 avril 1967 et n° 88 du 11 novembre 1967 et par la loi du 30 juin 1975;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 1er, § 1er, V, 3, § 1er, 1°, 2°, 12°, 21°, 26° et 27°, et § 2, 4 et 5;

Art. 2. § 1. De formule voor de bepaling van coëfficiënt K luidt als volgt :

$$K = 0,50 \left( \frac{s}{S} + \frac{i}{I} \right)$$

In deze term is :

- S = het indexcijfer van kracht op 1 januari 1973, zijnde 150,734;
- s = het indexcijfer van kracht op 1 januari van het jaar dat het beschouwde begrotingsjaar voorafgaat;
- I = het indexcijfer met betrekking tot 1 januari 1973, zijnde 1 201;
- i = het indexcijfer van de maand januari van het jaar dat het beschouwde begrotingsjaar voorafgaat.

§ 2. a) De waarden toegekend aan de indexcijfers van de term  $\frac{s}{S}$

zijn bepaald overeenkomstig de regeling van de prijsherziening der bouwovereenkomsten die door de Minister van Openbare Werken is aangenomen. Aldus wordt rekening gehouden met het gemiddelde loon gevormd door het gemiddelde van de lonen der geschoolde, gespecialiseerde en ongeschoolde werkbieden die behoren tot categorie A, zoals deze lonen door het Nationaal Paritair Comité voor het bouwbedrijf voor zone I zijn vastgesteld en zoals zij met het totale percentage der sociale lasten en verzekeringen zijn verhoogd.

b) Voor de waarden toegekend aan de indexcijfers van de term  $\frac{i}{I}$  wordt rekening gehouden met het maandelijks indexcijfer dat door het Ministerie van Economische Zaken is berekend op grond van het jaarlijks verbruik van de voornaamste materialen en grondstoffen door het bouwbedrijf op de binnenlandse markt.

§ 3. De som der breuken

$$\frac{s}{S} + \frac{i}{I}$$

wordt omgezet in een getal met maximum 4 decimalen waarvan de vierde wordt verhoogd met 1 indien de vijfde gelijk is aan of hoger is dan 5.

Coëfficiënt K wordt eveneens berekend tot de vierde decimaal, die verhoogt met 1 indien de vijfde gelijk is aan 5.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1975.

Art. 4. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

M. TROMONT

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

N. 83 — 827

29 MAART 1983. — Koninklijk besluit houdende administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van sommige personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 4 van 18 april 1967 en nr. 88 van 11 november 1967 en bij de wet van 30 juni 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 1, § 1, V, 3, § 1, 1°, 2°, 12°, 21°, 26° en 27°, en § 2, 4 en 5;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 6 décembre 1974 et 10 mai 1976;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1977 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des organismes d'intérêt public contrôlés par le Ministre des Travaux publics, modifié par les arrêtés royaux des 14 février 1980 et 22 février 1980;

Vu l'avis du conseil de direction de la Société nationale du Logement, donné le 28 juillet 1980;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Société nationale du Logement, donné le 9 décembre 1980;

Vu l'avis du Comité général de Consultation syndicale, donné le 6 mai 1981;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 août 1981;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 août 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence;

Considérant que la continuité de service exige que les règles de la nomination dans un grade de la carrière d'ingénieur industriel et d'architecte au niveau 1 soient fixées sans délai pour les titulaires des grades de la carrière d'inspecteur technique auprès de la Société nationale du Logement;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux publics et de Notre Ministre des Finances, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** § 1er. Le présent article s'applique aux membres du personnel cités ci-après de la Société nationale du Logement qui sont titulaires du diplôme d'architecte délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture.

§ 2. Les membres du personnel titulaires du grade d'inspecteur technique (rang 24) ou d'inspecteur technique principal (rang 25) à la date du 22 novembre 1979 sont nommés d'office au grade d'architecte (rang 10), avec conservation de la qualité qui était la leur à la date susvisée.

§ 3. Les agents définitifs titulaires du grade d'inspecteur technique en chef (rang 11), à la date du 22 novembre 1979 sont nommés d'office au grade d'architecte principal (rang 11).

§ 4. Pour l'inspecteur technique principal (rang 25) nommé architecte (rang 10) en vertu du § 2, est censée avoir été acquise dans ce dernier grade, l'ancienneté de grade qui a été acquise dans les grades d'inspecteur technique (rang 24) et d'inspecteur technique principal (rang 25), diminuée toutefois de huit ans. L'ancienneté de grade ainsi acquise ne peut cependant pas dépasser trois ans.

§ 5. Pour l'ancien inspecteur technique en chef (rang 11) nommé architecte principal en vertu du présent article, l'ancienneté de grade acquise dans le grade mentionné en premier est censée avoir été acquise dans le grade d'architecte principal.

**Art. 2.** § 1er. Le présent article s'applique aux membres du personnel cités ci-après de la Société nationale du Logement qui sont titulaires soit du diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, soit d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la même loi.

§ 2. Les membres du personnel qui sont titulaires du grade d'inspecteur technique (rang 24) ou d'inspecteur technique principal (rang 25) et dont le diplôme est assimilé à celui d'ingénieur industriel sont nommés au grade d'ingénieur industriel, avec conservation de la qualité qui est la leur à la date à laquelle le présent paragraphe leur est appliqué.

La nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit le jour de la communication de l'assimilation.

Toutefois, si le membre du personnel fait la communication dans les trente jours qui suivent la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, la nomination produit ses effets à la date de l'assimilation de son diplôme. Cette date ne peut cependant pas être antérieure au 1er décembre 1976.

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 6 december 1974 en 10 mei 1976;

Gelet op het koninklijk van 29 maart 1977 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die onder het toezicht staan van de Minister van Openbare Werken titularis kunnen zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 februari 1980 en 22 februari 1980;

Gelet op het advies van de directieraad van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, gegeven op 28 juli 1980;

Gelet op het advies van de raad van beheer van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, gegeven op 9 december 1980;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies, gegeven op 6 mei 1981;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 13 augustus 1981;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 13 augustus 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit van de dienst vereist, dat de benoeming in een graad van de loopbaan van industrieel ingenieur en van architect in niveau 1 zonder verwijl wordt geregeld voor de titularissen van de graden van de loopbaan van de technisch inspecteur bij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbare Werken en van Onze Minister van Financiën, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

„Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Dit artikel geldt voor de hierna vermelde personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting die houder zijn van het diploma van architect, uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs.

§ 2. De personeelsleden die op 22 november 1979 met de graad van technisch inspecteur (rang 24) of eerste technisch inspecteur (rang 25) zijn bekleed, worden van ambtswege in de graad van architect (rang 10) benoemd met behoud van hun hoedanigheid op de voormelde datum.

§ 3. De vaste ambtenaren die op 22 november 1979 met de graad van hoofdtechnisch inspecteur (rang 11) zijn bekleed, worden van ambtswege in de graad van eerstaanwendend architect (rang 11) benoemd.

§ 4. Voor de eerste technisch inspecteur (rang 25), krachtens § 2 tot architect (rang 10) benoemd, wordt geacht in deze laatste graad te zijn verkregen de graadanciënniteit verworven in de graden van technisch inspecteur (rang 24) en van eerste technisch inspecteur (rang 25), verminderd evenwel met acht jaar. De aldus verworven graadanciënniteit mag evenwel drie jaar niet overschrijden.

§ 5. Voor de gewezen hoofdtechnisch inspecteur (rang 11) die ingevolge dit artikel tot eerstaanwendend architect wordt benoemd, wordt geacht in deze laatste graad te zijn verkregen de graadanciënniteit verworven in de eerstgenoemde graad.

**Art. 2.** § 1. Dit artikel geldt voor de hierna vermelde personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting die houder zijn hetzij van het diploma van industrieel ingenieur, uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch hoger onderwijs van het lange type, hetzij van een diploma dat overeenkomstig dezelfde wet met dat van industrieel ingenieur gelijkgesteld is.

§ 2. De personeelsleden die met de graad van technisch inspecteur (rang 24) of eerste technisch inspecteur (rang 25) zijn bekleed en van wie het diploma met dat van industrieel ingenieur is gelijkgesteld, worden in de graad van industrieel ingenieur benoemd met behoud van de hoedanigheid welke zij hebben op de datum waarop deze paragraaf op hen wordt toegepast.

De benoeming heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgende op de dag van de kennisgeving van de gelijkstelling.

Indien het personeelslid de kennisgeving toezendt binnen dertig dagen volgende op de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, heeft de benoeming evenwel uitwerking op de datum van de gelijkstelling van zijn diploma. Deze datum mag evenwel 1 december 1976 niet voorafgaan.

La communication de l'assimilation doit être faite par lettre recommandée, adressée au directeur général.

§ 3. Pour l'inspecteur technique principal nommé ingénieur industriel en vertu du § 2, est censée avoir été acquise dans ce dernier grade, l'ancienneté qui a été acquise dans les grades d'inspecteur technique et d'inspecteur technique principal, diminuée de neuf ans. L'ancienneté de grade ainsi acquise ne peut toutefois pas dépasser trois ans.

Art. 3. Par dérogation aux articles 6, alinéa 3, 7, 21, alinéa 1er, et 24 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, les échelles de traitements qui sont attachées à titre organique ou transitoire aux grades d'inspecteur technique ou d'inspecteur technique principal sont, pour le calcul du traitement d'un grade du niveau 1 pour lequel le diplôme d'architecte ou d'ingénieur industriel est exigé, censées avoir appartenu au groupe B et avoir été rangées dans la classe dite « 24 ans ».

Art. 4. Au tableau annexé à l'arrêté royal du 29 mars 1977 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des organismes d'intérêt public contrôlés par le Ministre des Travaux publics, sous la rubrique « I. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue néerlandaise » et sous la rubrique « II. Classement par ordre alphabétique des dénominations en langue française », dans la « Section A, Personnel administratif », les grades suivants sont supprimés :

- « au rang 11 : inspecteur technique en chef;
- au rang 25 : architecte urbaniste principal;
- au rang 24 : architecte urbaniste. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1978.

Art. 6. Notre Ministre des Travaux publics et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

De kennisgeving van de gelijkstelling wordt per aangetekende brief toegezonden aan de directeur-generaal.

§ 3. Voor de eerste technisch inspecteur, krachtens § 2 tot industrieel ingenieur benoemd, wordt geacht in deze laatste graad te zijn verkregen de graadanciënniteit verworven in de graden van technisch inspecteur en eerste technisch inspecteur, verminderd met negen jaar. De aldus verworven graadanciënniteit mag evenwel drie jaar niet overschrijden.

Art. 3. In afwijking van de artikelen 6, derde lid, 7, 21, eerste lid, en 24 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, worden de weddeschalen die in organieke of in overgangsregeling verbonden zijn aan de graden van technisch inspecteur en eerste technisch inspecteur, voor de berekening van de wedde van een graad in het niveau 1 waarvoor het diploma van architect of industrieel ingenieur is vereist, geacht tot groep B te hebben behoord en ingedeeld te zijn geweest in de zogeheten klasse « 24 jaar ».

Art. 4. In de tabel behorende bij het koninklijk besluit van 29 maart 1977 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die onder het toezicht staan van de Minister van Openbare Werken titularis kunnen zijn onder het opschrift : « I. Alfabetische rangschikking van de Nederlandse benamingen » en onder het opschrift : « I. Alfabetische rangschikking van de Franse benamingen », in de « Afdeling A, Administratief personeel » worden de volgende graden geschrapt :

- « in rang 11 : hoofdtechnisch inspecteur;
- in rang 25 : eerste stedenbouwkundig architect;
- in rang 24 : stedenbouwkundig architect. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1978.

Art. 6. Onze Minister van Openbare Werken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

De Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 328

#### 30 MARS 1983 — Arrêté de l'Exécutif réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret contenant le budget de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1981 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1975, modifié par les arrêtés des 11 mars 1976, 13 mai 1977, 2 juin 1977, 14 novembre 1978 et 20 février 1981, réglant pour la région wallonne l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les délibérations de l'Exécutif des 2 mars 1983 et 30 mars 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu la nécessité de revoir et d'adapter, à bref délai, les règles d'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées, ainsi que celles de l'octroi des subventions à ces services, afin de ne pas en compromettre le bon fonctionnement et considérant qu'il est dès lors justifié d'invoquer l'urgence;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

#### I. Disposition générales

Article 1er. Le présent arrêté s'applique au territoire de la région unilingue de langue française.

Art. 2. L'Exécutif peut, aux conditions déterminées dans le présent arrêté, agréer, pour la Communauté française, des services d'aide aux familles et aux personnes âgées, créés par les